

Dossier d'autorisation d'urbanisme

05324723K5002

Saint Pierre La Cour - Mayenne

Type

Permis de demolir

État

Autorisé

Autorisation

19/09/2023

Surface créée

-

Surface démolie

-

Logements créés

-

Consulter la fiche actualisée

Scannez le QR code pour ouvrir la fiche publique du permis sur RegistreDesPermis.fr.



Export généré le 01/08/2026 à 11:07 depuis RegistreDesPermis.fr.

Les informations proviennent de données publiques importées et retraitées. Elles doivent être vérifiées auprès des sources administratives officielles avant toute décision engageante.

Synthèse du dossier

Référence	05324723K5002
Type	Permis de demolir
État d'avancement	Autorisé
Nature du projet	-
Destination	-
Demandeur	PIGEON CHAUX
SIREN / SIRET	342793502 / 34279350200028

Dates du dossier

Dépôt	01/01/2023
Autorisation	19/09/2023
Décision	19/09/2023
Ouverture chantier	-
Achèvement travaux	-
Prise en compte autorisation	2023-09
Prise en compte ouverture chantier	-
Dernière mise à jour Sitadel	202309

Localisation

Adresse	22 RUE DES RUETTES SAINT PIERRE LA COUR 53410
Commune	Saint Pierre La Cour (53247)
Département	Mayenne (53)
Région	Pays de la Loire (52)
Code postal	53410
Parcelles cadastrales	AK 8

Surfaces par destination

Destination	Avant	Créée	Démolie	Transformée	Issue transfo.
-------------	-------	-------	---------	-------------	----------------

Logements

Total créés	-	Individuels créés	-
Collectifs créés	-	Démolis	-
1 pièce créé	-	2 pièces créés	-
3 pièces créés	-	4 pièces créés	-
5 pièces créés	-	6 pièces et plus créés	-
Logements sociaux	-	Logements PTZ	-

Codes métier et interventions

Type de dossier source	-
Statut source	Autorisé
Nature déclarée	-
Nature complétée	-
Destination principale	-
Zone opérationnelle	Hors zone ou non renseigné
Type principal logements créés	-
Type de transformation	-
Piscine	-
Garage	-
Extension	-
Surélévation	-

Source

Jeu de données	data.gouv.fr
Ressource	8f73cf2d-7bc4-4b5a-b912-718d6991f0a0
Première importation	19/05/2026 10:01
Dernière observation	19/05/2026 10:01

Propriétaires et sociétés liées

Société / personne	SIREN	Lien identifié
PIGEON CHAUX	342793502	Société du permis
PIGEON ENTREPRISES	775589963	Société liée
992654251	992654251	Société liée
EXCO AVEC	384440889	Commissaire aux comptes titulaire
BENJAMIN POULARD	-	Directeur Général
YANN ANTOINE MAUGEAIS	-	Directeur Général
KPMG	775726417	Commissaire aux comptes titulaire
AXEL JEAN BERNARD REBAUDIERES	-	Administrateur
BEATRICE DE BLAUWE (GRANCHET)	-	Administrateur
PIERRE PLANCHON	-	Administrateur
VALENTIN JEAN-JULES RYNGAERT	-	Administrateur
MARC PIERRE ANTOINE SAMPSONIS	-	Administrateurs représentant les salariés
AMADOU SQUARE	-	Commissaire aux comptes suppléant
JEAN-MARIE IDELON-RITON	-	Commissaire aux comptes titulaire
MARIE LENAICK ANNE AMELIE GUILLEMOT	-	Président du conseil d'administration et directeur général
LAURENT ANDRE LUC PIGEON	-	Directeur Général
THIERRY DANIEL JEAN PIGEON	-	Président de SAS
PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT	672006483	Commissaire aux comptes titulaire
AUDIT CONSEIL FRANCE INTERNATIONAL (AC-FI)	797426228	Commissaire aux comptes titulaire
SOUFIAN MALIK	-	Gérant
FRANCOIS GUILLON	-	Autre
FRANÇOIS JEAN PHILIPPE JAUMAIN	-	Autre
SARAH MARIE MAUD FLOQUET (KRESSMANN)	-	Autre
ITTO FADILA EL HARIRI	-	Président de SAS
JEAN-ALAIN THOMAS STÉPHANE PIGEON	-	Directeur Général
THIERRY DANIEL JEAN PIGEON	-	Président de SAS

Les données affichées proviennent des sociétés, relations et dirigeants déjà synchronisés en base locale. Les pourcentages de détention ne sont pas disponibles dans l'API publique utilisée.

Avertissement sur les données

Cet export est un document de consultation généré par RegistreDesPermis.fr à partir de données publiques d'urbanisme importées, normalisées et mises en forme.

Malgré les contrôles réalisés, certaines informations peuvent être absentes, incomplètes, mal codées dans la source, modifiées après import ou interprétées différemment par l'administration compétente.

Les dates, surfaces, logements, demandeurs, références cadastrales, coordonnées et sociétés liées sont fournis à titre informatif. Ils ne remplacent pas les arrêtés, dossiers administratifs, plans, actes notariés, informations cadastrales officielles ou consultations auprès de la mairie compétente.

Avant toute décision opérationnelle, juridique, commerciale ou financière, il convient de vérifier les informations auprès des sources officielles et, si nécessaire, auprès d'un professionnel qualifié.